

**Livres : Lever le voile, un livre-choc de Yasmine Mohammed,
L'inflation, un essai de Gérard p.9**

Film : La coop de ma mère au CLAP le 27 septembre p.10

Droit de parole

Les luttes populaires au centre-ville de Québec > Volume 49, Numéro 4, Septembre 2022 > Droitdeparole.org

RÉSISTANCE AU PARC TECHNO DANS MAIZERETS

Entre espoir et résignation

Depuis plus d'un an, des groupes citoyens s'organisent dans Maizerets pour contrecarrer le développement d'un parc techno-industriel dans le quartier. Le garage municipal et des terrains publics appartenant à la Ville, donc à nous tous et toutes, sont sur le point d'être privatisés et vendus. État de la situation en page 3.

Élections

Rencontre avec des candidats du PQ et de QS

Privilégiant les partis les plus progressistes aux élections du 3 octobre prochain, Droit de parole a rencontré les aspirantes et aspirants députés du Parti québécois et de Québec solidaire dans les circonscriptions de Taschereau, Jean-Talon et Jean-Lesage. Qu'ont-ils à offrir à celles et ceux qui y habitent? À lire en page 5, 6 et 7.

Le garage municipal du quartier Maizerets, situé au 1252 Chemin de la Canardière, a été construit en 1926. D'abord lieu d'entretien des tramways, puis des bus, ce bâtiment et les immenses terrains qu'il accompagne font partis des 15 terrains ciblés par le projet de parc techno (Innovitam).

Le pont Bleu

Claude Bélanger, Ph. D. Géographie urbaine

Les nombreuses critiques envers le tunnel Lévis-Québec nous permettent d'envisager qu'on puisse ramener plus à l'ouest la construction du troisième lien, en remplacement de ce tunnel qui est présentement à l'étude dans la partie est de l'agglomération. Du même coup, cela pourrait désengorger le secteur des ponts qui est toujours le point le plus chaud sur le plan des circulations.

Dans cette perspective, la solution la plus efficace serait la construction d'un nouveau pont tout juste à l'ouest du pont Pierre-Laporte. Une étude comparative fait apparaître les avantages de ce nouveau pont par rapport au tunnel qui est présentement envisagé :

- Le pont coûterait 5 à 6 fois moins cher, comportant 6 voies plutôt que 4 pour le tunnel;
- Le pont prendrait 4 fois moins de temps à construire, avec une technologie connue et moins risquée;
- Le pont serait relié directement au réseau autoroutier, en augmentant la fluidité des circulations dans ce secteur névralgique;
- Le pont n'exigerait aucune expropriation, ni occupation de terres agricoles.

Au moment où on planifie l'aménagement futur du secteur de la tête des ponts, il apparaît opportun d'y intégrer la construction d'un 3e pont.



Illustration : Claude Bélanger

Pour que le Parc Scott devienne le Parc Marc Boutin

Marc Boutin (décédé en octobre 2020) artiste engagé, journaliste, architecte et géographe, militant émérite et grand visionnaire, a aussi été le collaborateur le plus assidu du journal *Droit de Parole*, et ce depuis sa fondation en 1974. Aussi, c'est avec plaisir que nous invitons les gens qui sont d'accord avec la proposition-hommage du Compop St-Jean Baptiste, « de

changer le nom du Parc Scott en celui de Parc Marc Boutin », à aller le dire à la réunion-consultation du Conseil de quartier St-Jean Baptiste qui se tiendra au Centre Frédéric Back, lundi soir, le 26 septembre (19h00). On peut aussi faire un commentaire écrit sur le site internet de la Ville de Québec dans la section *Participation citoyenne*.

LE RTC ET LES PERSONNES À MOBILITÉ RÉDUITE

Une adaptation à réaliser au plus vite.

Par Nicole Moreau

Je ne sais pas si vous le saviez, mais dans les autobus du RTC, il est possible d'avoir une priorité pour la place immédiatement en arrière du chauffeur, seulement si vous êtes en chaise roulante.

Pour toutes les autres personnes qui doivent utiliser une canne pour s'aider à marcher, elles n'ont, semble-t-il, qu'à compter sur la civilité des autres passagers. Pourtant, la situation peut rapidement devenir dangereuse pour ces personnes à mobilité réduite en raison de l'instabilité dans le véhicule, causée par les trous et les bosses dans la chaussée, mais également accentuée par le fait que les chauffeurs sont chronométrés et accélèrent souvent brusquement.

Rappelons que la plupart des passagers ont les yeux rivés sur leur téléphone, si bien qu'ils ne peuvent se rendre compte qu'une personne à mobilité réduite pourrait avoir besoin d'aide.

Le RTC, décidément, ne se rend pas compte que Québec est une ville où la proportion d'aînés est très importante. S'adapter aux besoins des aînés ne semble pas compter pour cette organisation. J'ai toujours utilisé le transport en commun pour me déplacer; ça m'est devenu impossible, puisque je dois m'aider d'une canne pour marcher. Dans un endroit comme un autobus, je me serais attendue à ce que l'utilisation d'une canne soit prise en considération pour pouvoir s'asseoir dans le siège immédiatement

en arrière du chauffeur et pouvoir sortir par l'avant. Ce besoin, très récent, découle des effets secondaires permanents d'une chimiothérapie.

Je suis donc une aînée qui devra donc abandonner l'utilisation des transports en commun parce que le RTC ne souhaite pas s'adapter à une clientèle dont les besoins auraient dû être pris en considération. Je serai donc, comme beaucoup d'aînés, prisonnière, en quelque sorte, de mon quartier.

Il me paraît évident que si je ne suis plus en mesure de prendre le bus, je ne pourrai pas prendre le tramway si celui-ci voit jamais le jour

Droit de parole

266, rue Saint-Vallier Ouest
Québec (Québec) G1K 1K2
418-648-8043
info@droiddeparole.org
droiddeparole.org

Retrouvez *Droit de parole* sur Facebook
Droit de parole a comme objectif de favoriser la circulation de l'information qui concerne l'amélioration des conditions de vie et de travail des classes populaires, ainsi que les luttes contre

toutes formes de discrimination, d'oppression et d'exploitation. *Droit de Parole* n'est lié à aucun groupe ou parti politique. L'équipe de Communications Basse-ville est responsable du contenu rédactionnel du journal. Les opinions exprimées n'engagent

que leurs auteurs. *Droit de parole* bénéficie de l'appui du ministère de la Culture et des Communications du Québec.
Dépôt légal : Bibliothèque Nationale d'Ottawa, Bibliothèque Nationale du Québec

ISSN 0315-9574
Courrier de 2^e classe
N° 40012747
Tirage : 6 000 exemplaires
Distribués porte à porte dans les quartiers du centre-ville.
Disponible en présentoirs
Équipe du journal :
Francine Bordeleau, Yorik

Godin, Robert Lapointe, Simon M. Leclerc, Monique Girard, Alexandre Dumont, W. Stuart Edwards.
Coordination : Nathalie Côté
Révision : Alexandre Dumont, Lorraine Paquet
Design : Marie-Isabelle Fortin
Collaboration spéciale :

Nicole Moreau, Claude Bélanger, Andréann Poirier, Malcom Reid
Photos : DDP, Andréann Poirier, Francine Bordeleau, Stewart W. Edward
Illustrations : Claude Bélanger
Imprimeur : Les travailleurs syndiqués de Hebdo-Litho

PARC TECHNO-INDUSTRIEL DANS MAIZERETS

Projet Innovitam : un projet du maire?Par **Andréann Poirier**Le garage à défendre.
Photo : DDP

Le projet Innovitam, qui a pour but de transformer le quartier Maizerets de Limoilou en une zone d'innovation technologique, fait désormais partie des priorités de l'administration Marchand. Nous l'avons appris dernièrement, à l'aube des prochaines élections provinciales qui auront lieu le 3 octobre, lorsque le maire de la Ville s'est adressé aux partis en liste pour former le prochain gouvernement. C'est en leur faisant part de ses demandes prioritaires de financement dont le montant total s'élève à 507 M\$ qu'il a révélé ce qui, jusque là, s'est tramé presque secrètement. Sur ce que l'équipe du successeur de Régis Labeaume réclame, 75 M\$ sera alloué au projet de développement de la zone d'innovation dans le secteur du littoral-Est. Plusieurs s'étonnent de voir que 15% des investissements requis pour l'avenir de notre ville aille à un projet auquel les citoyens ne sont pas au courant.

À la suite de ces demandes, Jackie Smith, cheffe de Transition Québec, n'a pas manqué de réagir. La cheffe du parti d'opposition à l'hôtel de ville déplore cette pression soudaine que fait le maire pour le dévelop-

pement de la zone prévue par Innovitam alors que les consultations publiques prévues en novembre n'ont même pas encore démarrées. « Comment les citoyens et les citoyennes peuvent-ils avoir confiance dans le processus de consultation pendant que leur maire milite déjà pour le projet qu'il a choisi? » dit-elle dans son communiqué.

En effet, il y a tout lieu de s'interroger, voire de s'insurger contre une administration qui fait ainsi fi du processus démocratique, d'autant qu'Innovitam a déjà fait l'objet d'une demande de moratoire en mai 2021 faute de transparence. Marie-Hélène Deshaies, de la Table citoyenne du Littoral-Est, appuie la réaction de Jackie Smith à l'égard de la demande du maire. La table citoyenne, l'organisme communautaire qu'elle préside, a été reconnue et invitée à siéger et à participer à la planification du développement de ce secteur. La table regroupe plusieurs autres organismes dont le Conseil de quartier de Maizerets, a été créée officiellement par la Ville au printemps 2022 en amont des consultations prévues cet automne. Marie-Hélène Des-

haies déplore l'injustice, le parti pris pour Innovitam que prend publiquement le maire alors que la « table » milite activement depuis des années pour une gouvernance partagée dans ce dossier. La Table citoyenne du Littoral-Est travaille à défendre l'intérêt des résidents de Limoilou d'abord et avant tout. Parmi ses six propositions, l'organisme défend le projet de convertir le garage municipal, l'un des bâtiments-clés de la zone d'innovation, en un centre social autogéré par et pour la population. Malheureusement, Innovitam veut plutôt s'emparer de ce terrain pour le céder à des startups et des intérêts étrangers.

Tout n'est pas perdu

C'est d'ailleurs sur cet espoir que la Table se raccroche. Pour l'instant, aucun des quinze terrains n'a encore été vendu. Tant que le garage demeure propriété de la Ville, le combat n'est pas perdu.

En attendant plus de renseignements sur le développement de cette affaire, demeurons vigilants. Les conseillers et les gens d'affaires vont de plus en plus présenter ce projet d'envergure, qui représente des milliards d'investissements et touche l'équivalent de 80 terrains de football dans le secteur Maizerets, le plus vaguement possible à la population, en l'associant à des thèmes aussi vides de sens que racoleurs tels que celui de santé durable, de technologie propre urbaine ou encore de « mobilité intelligente du transport ».

En misant ainsi sur l'euphémisme à outrance, tout en profitant de l'immense flou relié à la complexité des plus grands enjeux que soulève le projet, comme celui du capitalisme de surveillance, les partisans de la vision économique dominante comptent réussir à sacrifier des terrains viables appartenant à la communauté au profit de startups privées et d'autres compagnies dédiées à la technologie. Ces entreprises construiront des centres de collectes et d'analyses de données qui changeront radicalement la face du territoire. Au programme : des caméras de surveillance installées partout dans les espaces publics, la construction de nouvelles usines et d'unités d'habitation pour le profit d'entreprises privées. Tout cela, sans rencontrer de véritable opposition? Mobilisons-nous.

JOURNÉE INTERNATIONALE POUR L'ÉLIMINATION DE LA PAUVRETÉ

Manifestation contre l'appauvrissement généralisé

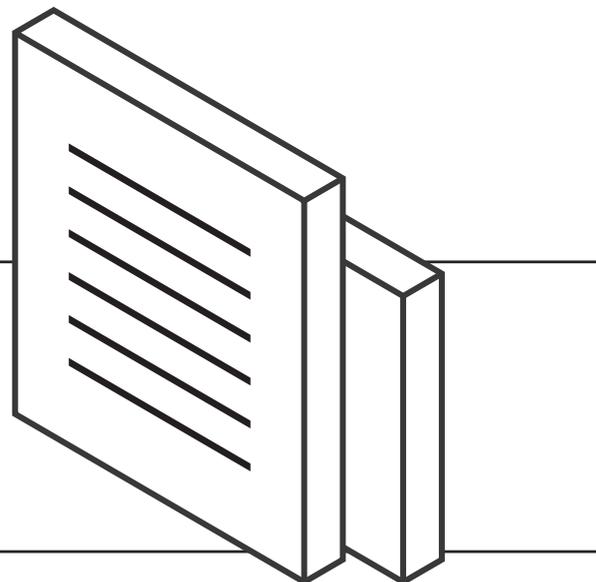
- 16 octobre 2022 - 10h30
- Départ au 425 rue du pont
- Dîner gratuit sur place

À QUAND LES VRAIES MESURES POUR LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ?

Élections provinciales 3 octobre 2022

Du 12 au 29 septembre Inscrivez-vous sur la liste électorale ou modifiez votre inscription

- Pour voter, vous devez être inscrite ou inscrit sur la liste électorale.
- Vérifiez si vous l'êtes sur l'avis d'inscription reçu par la poste ou sur notre site Web, à l'adresse www.elections.quebec/verifiez.
- Si votre nom n'est pas sur la liste ou si vous constatez une erreur, présentez-vous à l'adresse indiquée sur votre avis*.
- Apportez une ou plusieurs pièces d'identité qui, ensemble, indiquent votre **nom**, votre **date de naissance** et votre **adresse**.
- Les 23, 24, 27, 28 et 29 septembre, vous pourrez voter par la même occasion*.



Nouveauté

Jusqu'au 19 septembre à 21 h, vous pouvez faire une demande en ligne pour modifier votre inscription ou pour vous inscrire à la liste électorale à l'adresse www.elections.quebec/inscription.

N'attendez pas le 3 octobre pour vous inscrire sur la liste, il sera trop tard!

Les 25 et 26 septembre, de 9 h 30 à 20 h Votez par anticipation

- Vérifiez l'adresse de votre bureau de vote par anticipation sur l'avis d'inscription reçu par la poste ou sur notre site Web, au www.elections.quebec/ou-quand*

Le 3 octobre, de 9 h 30 à 20 h Votez le jour des élections

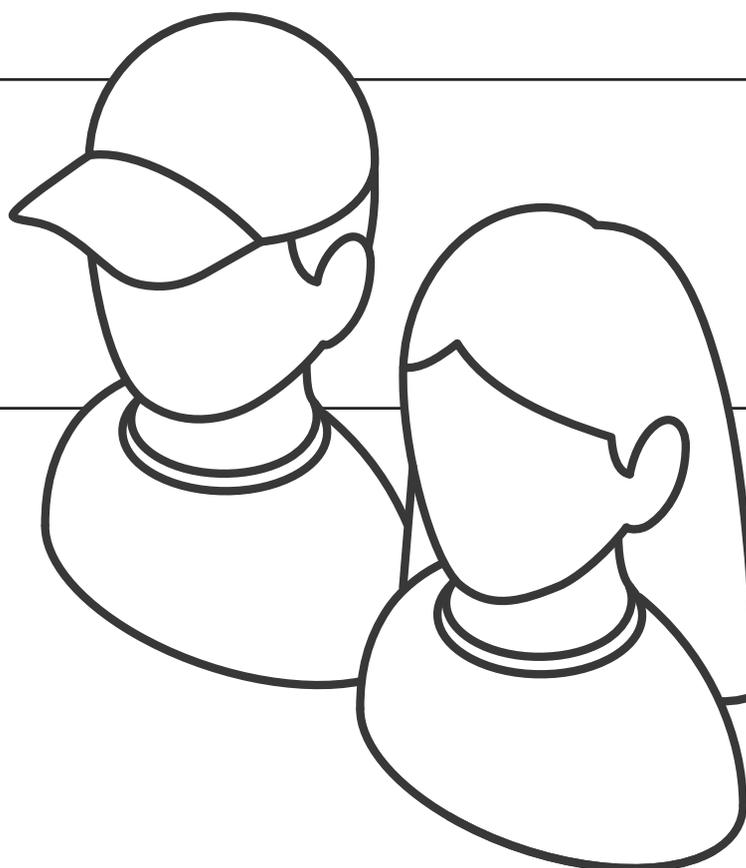
- Vérifiez l'adresse de votre bureau de vote sur la carte de rappel **jaune** reçue par la poste ou sur notre site Web, au www.elections.quebec/ou-quand*

Apportez l'une des cinq pièces d'identité requises pour voter

(permis de conduire du Québec, carte d'assurance maladie du Québec, passeport canadien, certificat de statut d'Indien ou carte d'identité des Forces canadiennes).

Vivez la démocratie en famille!

Vous avez de jeunes enfants? Initiez-les à la démocratie en les accompagnant aux petits bureaux de vote. Installés dans chaque lieu de vote, les petits bureaux de vote permettent aux enfants de répondre à une question spécialement conçue pour eux. Découvrez cette question au www.elections.quebec/petitsbureaux.



Pour en savoir plus

- Rendez-vous sur notre site Web, au www.elections.quebec;
- Communiquez avec nous:
 - par téléphone, au **1 888 ÉLECTION** (1 888 353-2846);
 - par courriel, à l'adresse info@electionsquebec.qc.ca;
 - par texto, au **868372** (VOTEQC) (des frais standards s'appliquent).



*Tous les lieux où vous pouvez voter par anticipation sont accessibles et la majorité des lieux où vous pouvez voter le 3 octobre le sont aussi. Pour en savoir plus sur les critères d'accessibilité de chaque lieu, consultez le www.elections.quebec/ou-quand. Si votre lieu de vote ne répond pas à vos besoins, communiquez avec votre directrice ou directeur du scrutin pour demander l'autorisation de voter dans un autre lieu de votre circonscription.

**Le 3 octobre, on inverse la tendance.
Tout le monde vote.**

 **élections
Québec**

Rencontre avec Jeanne Robin, candidate pour le Parti Québécois dans le comté de Taschereau

Environnement, culture et indépendance

Par **Nathalie Côté**

DDP : Après la controverse entourant la pollution à Rouyn-Noranda et la révélation de dépassement des normes environnementales dans des dizaines d'usines au Québec, dont quatre dans la Capitale-nationale, que comptez-vous faire pour améliorer la qualité de l'air à Québec?

Jeanne Robin : Au Parti québécois, nous nous sommes engagés d'abord à rendre public tout ce qui concerne la qualité de l'air, à informer la population sur les normes à appliquer. S'engager à la transparence et s'appuyer sur la science. En particulier dans un quartier comme Limoilou à Québec, où il y a plusieurs sources d'émissions polluantes. Il y a peut-être lieu de réviser les normes et d'appuyer les entreprises pour qu'elles atteignent les normes visées. Pour les entreprises qui ne respectent pas les normes, il faut avoir des pénalités financières suffisamment importantes et les appliquer.

DDP : Qu'elle est votre position sur la question des arbres qui seront coupés par le passage du tramway?

Jeanne Robin : Sur la protection des arbres, le parti québécois s'est engagé à consacrer 1% des budgets d'infrastructures (aqueduc, route, etc) aux infrastructures naturelles et notamment à la plantation d'arbres. L'arbre c'est une infrastructure urbaine à part entière. Ils fournissent de l'ombre, ça rafraîchit l'air. Pour ce qui est du tramway, c'est sûr qu'on a besoin du tramway comme infrastructure. L'important, c'est de conserver le maximum d'arbres pendant sa construction et de replanter des arbres. Donc de minimiser l'abattage des arbres et de s'assurer d'avoir un vrai programme de plantation d'arbres.

DDP : Ce 1% vert est-il un peu comme le programme d'intégration des arts à l'architecture ?

Jeanne Robin : « Exactement. On s'est inspiré de ça

d'ailleurs. C'est une revendication des groupes environnementaux que 1% des budgets des infrastructures soit consacré au vert.

DDP : Comment vous engagez-vous à soutenir la culture locale et les artistes vivants, toutes disciplines confondues?

Jeanne Robin : La proposition du Parti québécois est de créer un statut d'artiste, un véritable statut d'emploi, un peu comme les intermittents du spectacle en France, pour que les artistes aient accès à l'assurance-emploi par exemple, pour leur assurer une stabilité financière.

Par ailleurs, les artisans et ceux qui travaillent dans les lieux de diffusion disent que la pandémie leur a fait mal. Ça va être nécessaire de soutenir pendant de nombreuses années les lieux de création.

DDP : Le Parti québécois a annoncé qu'il s'engage à augmenter le salaire minimum à 18\$ de l'heure. Est-ce que c'est un projet à court terme?

Jeanne Robin : Les élections servent à mettre de l'avant des propositions audacieuses et responsables. Nous nous engageons à une augmentation graduelle sur trois ans, à 1,25\$/h d'augmentation annuelle.

DDP : Vous êtes d'origine française et vous vivez au Québec depuis vingt ans. Comment êtes-vous devenue indépendantiste?

Jeanne Robin : ça fait vingt ans que j'habite Taschereau et Saint-Jean-Baptiste. Je pense que c'est une histoire de cœur et une histoire de réflexion. Je crois que le désir des Québécois et des Québécoises d'avoir un pays, c'est vraiment ça qui m'a convaincue. De sentir l'émotion, cet appétit-là pour former un pays, de devenir maître.



Jeanne Robin, candidate du Parti Québécois dans Taschereau, sur la rue Saint-Joseph. Photo: DDP

Après, je dirais que je suis bien obligée de me rendre compte que le Québec est déjà une société à part entière, distincte du Canada. Devenir une nation à part entière, ça me paraît important pour maîtriser tous nos leviers législatifs, économiques, pour faire exister pleinement la société québécoise et préserver notre culture.

DDP : Qu'avez-vous à proposer, dont nous n'avons pas parlé, aux électeurs et électrices de Taschereau?

Jeanne Robin : J pense que Taschereau a ce petit côté militant et mélangé qui est très important pour tout le monde. c'est à la fois un lieu culturellement très très riche et diversifié.

On parle beaucoup d'environnement, de transport en commun, d'une la ville plus verte. C'est ce qui me porte aussi : construire une société plus juste et plus viable sur le plan environnemental.

Étienne Grandmont candidat de Québec-solidaire dans Taschereau

Mobilité durable et logement abordable

Par **Francine Bordeleau**

Droit de parole - Avec en son sein des quartiers comme Montcalm, Saint-Jean-Baptiste et Saint-Sauveur, Taschereau apparaît comme une circonscription des extrêmes. Vous pouvez nous aider à la cerner?

Étienne Grandmont - Taschereau est une circonscription disparate, diversifiée et colorée. C'est un lieu de culture incroyable, un haut lieu touristique, un lieu de pouvoir aussi en raison des nombreuses institutions politiques qu'elle abrite. Trop de pauvreté, bien que ce soit le lot de tous les centres-villes... C'est quand même inadmissible que des gens continuent d'être forcés d'aller dans les banques alimentaires. QS entend d'ailleurs augmenter le salaire minimum à 18 \$ l'heure et hausser les prestations d'aide sociale. Taschereau se distingue enfin par sa concentration d'organismes communautaires ayant pour mission de défendre les droits des citoyens.

DDP : Organismes que vous connaissez bien. Ordinairement, vous êtes le directeur général d'Accès transports viables, et vous avez été longtemps le coordonnateur du Comité des citoyens et citoyennes du quartier Saint-Sauveur.

E.G. : J'ai aussi habité la coop Saint-Gabriel...

DDP : La plus célèbre coop d'habitation de Québec! Le logement est d'ailleurs l'un de vos chevaux de bataille...

E.G. : Les trois quarts de la population de Taschereau

sont des locataires! Au cours des vingt dernières années, les loyers ont augmenté deux fois plus vite que l'inflation. Ici, qui plus est, le logement locatif perd sans cesse du terrain au profit de l'hébergement touristique de type airbnb, une énorme pression est exercée sur le logement. En tout cas on peut dire que oui, dans Taschereau, le logement est une préoccupation majeure.

DDP : Vous êtes farouchement opposé au 3e lien. Quels en seraient les répercussions pour Taschereau?

E.G. : Une augmentation de la circulation automobile, puisque les voitures aboutiraient dans le centre-ville, et une menace pour la qualité de vie. Les gens de Taschereau ne veulent pas du 3e lien. Le 3e lien, c'est un projet autoroutier qui entraînera de l'étalement urbain. Et, il va sans dire, une augmentation des émissions de gaz à effet de serre, alors qu'il est impératif de les réduire.

DDP : Votre solution de rechange?

E.G. : Rien de moins qu'une « révolution transport » pour la grande région de Québec! Pour s'attaquer au changement climatique, il faut s'attaquer au transport. Le 3e lien : inutile et nocif. Un désastre économique. On gagnera déjà beaucoup si on maximise les infrastructures existantes, soit les ponts. Mais compte tenu de l'urgence d'agir sur le plan environnemental, la clé, c'est le transport collectif, à condition qu'il soit efficace et accessible. Donc : tramway d'une part et, d'autre part, offre de transport inter-rives sous la forme d'un

Service rapide par bus (SBR) vers Lévis. Quant à l'accessibilité, elle se traduit par une baisse de tarif de 50 % pour l'ensemble de la clientèle.

DDP : Votre slogan pour les quatre années à venir?

E.G. : Vivre dignement dans des environnements sécuritaires.



Étienne Grandmont, candidat de QS dans Taschereau. Photo: Stuart W. Edward

Gabriel Coulombe, candidat du Parti québécois dans le comté de Jean-Talon

« Les convictions donnent du courage »

Par Nathalie Côté

DDP - Le comté de Jean-Talon est un château-fort du Parti libéral depuis plus de cinquante ans. Il faut du courage pour se présenter pour le Parti québécois dans ce comté. Qu'avez-vous à offrir de particulier aux gens du comté?

Gabriel Coulombe - Je dirais dans un premier temps que les convictions donnent du courage. On en a énormément au Parti québécois. La raison fondamentale d'être de notre parti, c'est l'indépendance du Québec. En tant que professeur d'économie, les questions d'économie me touchent. On a tendance à oublier à quel point ce serait avantageux économiquement pour le Québec d'être indépendant. On pourrait prendre nos décisions susceptibles pour lutter contre les changements climatiques. On n'aurait pas besoin de continuer à financer les entreprises pétrolières de l'Ouest canadien par exemple. Il y a aussi la protection de la langue française qui est intimement liée à la question nationale. Nous proposons à la fois des mesures fortes et nécessaires pour protéger la langue française. Je pense notamment à l'expansion de la loi 101 dans les CÉGEP. Je suis professeur au CÉGEP, ces questions de langues me touchent énormément.

DDP : Est-ce un enjeu dans une ville francophone comme Québec?

Gabriel Coulombe : Oui, c'est un enjeu de mixité et de justice sociale contre une certaine forme de marchandisation de l'éducation parce que ce que l'on voit, c'est qu'il y a une grosse demande pour les CÉGEP anglophones parce qu'il y a une certaine image de prestige associée à ça. Le problème c'est que cela se fait au détriment du réseau francophone. Les CÉGEP anglophones, en gros, vont accueillir les ayants droit anglophones pour qui le réseau a été conçu, et personne ne remet cela en question. Mais c'est aussi l'élite socio-économique et académique francophones et allophones qui est de plus en plus scolarisée dans des collèges anglophones. C'est pour ça qu'il faut s'assurer que la loi 101 soit appliquée à tous les CÉGEP. Comme au primaire et au secondaire.

Olivier Bolduc, candidat de Québec solidaire dans Jean-Talon

Logement social et de santé de proximité

Par Nathalie Côté

DDP - Olivier Bolduc, vous êtes ancien cheminot, sténographe juridique et toujours syndicaliste. Vous vous présentez pour la 4e fois pour Québec solidaire. Qu'est-ce qui vous anime?

Olivier Bolduc - Québec solidaire est en croissance depuis plusieurs années, et mon implication et mon intérêt se sont accrus. En 2019, je me suis présenté à l'élection partielle dans Jean-Talon, et en 2012 et 2014, pour offrir une alternative progressiste sur la rive sud, dans Chutes-de-la-Chaudière. Je me suis dit : il faut que je continue, je ne peux m'arrêter après tout ce travail. Je me présente dans Jean-Talon, que je connais bien et où j'ai étudié.

DDP - La crise du logement touche aussi la circonscription de Jean-Talon, particulièrement à Sainte-Foy. Québec solidaire met de l'avant le logement social, qui pourrait être plus humain et écologique, comment vous situez-vous par rapport à cela?

Olivier Bolduc - Dès son élection, Québec solidaire mettrait en chantier 50 000 logements sociaux, dont 25 000 dans un premier mandat. Notre plan de match, c'est de construire 10 000 logements écologiques avec la SHQ en achetant des maisons, et que ces habitations soient près des lieux de travail et d'étude des gens. À Québec, ce serait près du parcours du tramway. Actuellement, il y a un gros projet, Laurier-Québec, un projet d'habitations d'un milliard, mais il n'y a aucune place pour le logement social dans ce projet. Ça ne peut pas être que des condos de luxe!

DDP : On reconnaît tous les effets de la crise du logement actuelle. À Sainte-Foy, elle frappe particulièrement la population étudiante. Qu'avez-vous à proposer pour régler cette crise?

Gabriel Coulombe : Jean-Talon, c'est important de rappeler que c'est 22 % de jeunes de vingt à vingt-neuf ans. Ce qu'on veut au Parti québécois, c'est bonifier de 25% le programme Accès-logis ; ça c'est bon pour toutes les villes où il y a un établissement d'étude supérieur. Pour Jean-Talon, cela s'applique parce qu'il y a une université et deux CÉGEP. Ce programme sert à favoriser la construction de logements sociaux. Accès-logis, la CAQ l'a complètement mis de côté. On veut le revaloriser.

DDP : Il y a dans plusieurs quartiers à Québec un problème d'accès aux soins de santé de proximité. Alors que même le Parti libéral propose maintenant de réinvestir dans les CLSC, que propose le Parti québécois?

Gabriel Coulombe : On voudrait que les CLSC deviennent la porte d'entrée principale du réseau de la santé et que les actes médicaux soient faits par le personnel soignant et pas seulement les médecins. Pour les aînés, on mise plus spécifiquement sur les soins à domicile. La grande majorité des gens veulent rester dans leurs maisons aussi longtemps que possible. Ce sera bénéfique à la fois pour les gens et pour le système de santé.

DDP : Les gens de Sillery et de Sainte-Foy se préoccupent beaucoup d'environnement et de transport. Quel est votre position sur le projet de troisième lien ?

Gabriel Coulombe : Au Parti Québécois, on ne pense pas que c'est une bonne idée la construction d'un troisième lien tel que la CAQ le propose. L'alternative, c'est un premier lien sous-fluvial entre les centres-villes de Québec et de Lévis, mais uniquement pour le transport en commun. Donc, un train léger. On propose aussi que la deuxième phase du tramway puisse éventuellement se rendre jusqu'à Charlesbourg, comme c'était prévu dans le plan initial et cela en collaboration avec la Ville

de Québec. On veut favoriser un réseau de transport en commun qui dessert mieux le centre-ville et aussi les banlieues.

DDP : Il semble y avoir un renouveau au PQ avec plusieurs jeunes candidats. Sentez-vous un regain d'intérêt pour le Parti québécois?

Gabriel Coulombe : C'est vraiment impressionnant le nombre de candidats jeunes qui se présentent. Il y a une fougue, un dynamisme. Le Parti québécois, c'est clairement un parti intergénérationnel. J'ai hâte de voir ce que ça va donner le 3 octobre.



Le candidat du Parti québécois, Gabriel Coulombe sur le boulevard René-Lévesque. Photo: DDP



Olivier Bolduc au local électoral de Québec solidaire sur l'avenue Mayrand. Photo: Stuart W. Edwards

médecins devront être retirés ailleurs au Québec. Je pense qu'on est capable d'avoir un meilleur système de santé, et c'est une des raisons de mon implication !

SOL ZANETTI, CANDIDAT DE QUÉBEC SOLIDAIRE

Souverainement local

Par Francine Bordeleau



Sol Zanetti candidat de QS dans Jean-Lesage

Prof de philosophie avant de se lancer en politique, indépendantiste et environnementaliste par conviction, Sol Zanetti est celui qui, en 2018, a mis fin à un long règne libéral dans Jean-Lesage.

Droit de parole - L'environnement n'est pas juste un mot pour vous. Il préoccupe aussi de plus en plus les habitants de Limoilou, qui doutent de la qualité de l'air qu'ils respirent. Que ferait un gouvernement solidaire pour eux?

Sol Zanetti - Mettre les pollueurs au pas! Le premier

geste à faire, c'est annuler les décisions du gouvernement en ce qui concerne la norme de concentration de nickel dans l'air. Le dossier me tient à cœur : jusqu'à récemment, j'écrivais encore au Dr Luc Boileau, le directeur national de santé publique. Il faut aussi veiller à ce que le Port de Québec transborde ses matières dangereuses de façon sécuritaire.

DDP - Les pollueurs sont nombreux au Québec...

S.Z. - C'est pourquoi QS veut mettre en place un vérificateur de la qualité de l'air. Celui-ci aurait notamment pour rôle de vérifier si nos normes sont assez sévères et pourrait faire des enquêtes à la demande de citoyens ou de sa propre initiative. À l'heure actuelle, on l'a vu, le directeur national de santé publique est coincé entre l'arbre et l'écorce. Je vous rappelle que dans le cas du nickel, toutes les directions régionales de santé publique s'opposaient à l'augmentation de la norme.

DDP - La qualité de l'air ne s'améliore pas, non plus que la qualité de vie. Je parle ici de la vie chère. Or Jean-Lesage n'est pas une circonscription composée d'un électorat financièrement privilégié.

S.Z. - La hausse du coût de la vie, les gens en parlent tout le temps! Les prix augmentent et les salaires ne suivent pas. QS veut éliminer temporairement la TVQ sur certains produits essentiels, par exemple tous les produits alimentaires et les vêtements, afin de donner un peu d'air à la population. C'est quand même incroyable que pour le gouvernement, il n'y ait pas de crise du logement. D'ailleurs, on a pu constater que nous avons des chefs de parti qui sont des millionnaires déconnectés! [NDLR : Les avoirs des chefs ont été dévoilés le 13 septembre.] Où sont les logements, les maisons à prix abordable?

JEAN-LESAGE EN BREF

Représentée par le libéral André Drolet pendant dix ans, la circonscription de Jean-Lesage est passée dans le giron solidaire en 2018. Elle couvre notamment les secteurs Vieux-Limoilou, d'Estimauville et Maizerets et s'étend jusque vers Charlesbourg et Beauport. La circonscription est pour l'heure la plus pauvre de la grande région de Québec, mais elle vit à l'heure des mégaprojets : grand chantier à l'Hôpital de l'Enfant-Jésus, parc techno-industriel et logements de luxe dans d'Estimauville...

Droit de parole a interrogé le député sortant Sol Zanetti (Québec solidaire) et Michaël Potvin, candidat du Parti québécois, sur quelques-uns des principaux enjeux locaux. Fait à noter, le magazine L'actualité (lactualite.com) a identifié Jean-Lesage comme l'un des « 10 coins où ça va chauffer » le 3 octobre.

DDP - En tout cas pas trop dans le secteur d'Estimauville, où on construit des tours de condos depuis quelque temps.

S.Z. - Alors que ce ne sont pas les besoins! Ce que veulent les gens, c'est pouvoir se loger.

DDP - À côté, dans Maizerets, on semble miser beaucoup sur la ZILE, la Zone d'innovation Littoral Est, et ses emplois dans les technologies de pointe.

S.Z. - Alors que le Québec est en pleine pénurie de main-d'œuvre! On pourrait faire de ce quartier-là un beau quartier résidentiel, le développer selon les désirs des citoyens, le redonner aux citoyens. Même chose pour le fleuve : il est là si proche, et pourtant si inaccessible. Un crime! Tout comme l'autoroute Dufferin-Montmorency est un crime contre Beauport!

DDP - Sol Zanetti, pourquoi faites-vous de la politique?

S.Z. - Parce que je veux changer le monde, parce que je veux la souveraineté populaire, parce que je veux une vraie démocratie.

MICHAËL POTVIN, CANDIDAT DU PARTI QUÉBÉCOIS

Halte aux inégalités

Par Francine Bordeleau

À la tête de son entreprise en architecture de paysage, Michaël Potvin ambitionnait de « changer le monde un arbre à la fois ». Il s'est lancé en politique dans l'espoir d'aller plus vite.

DDP - Étant donné votre ancienne activité économique, on vous prête volontiers une fibre environnementale. Or dans Limoilou, les inquiétudes concernant la qualité de l'air sont vives, entre autres en raison des émanations de nickel. Vous partagez ces inquiétudes?

Michaël Potvin - Totalement! Je trouve d'ailleurs inacceptable que la norme de concentration de nickel permise dans l'air ait été quintuplée. Cela montre qu'avec le gouvernement actuel, la santé publique est devenue un enjeu politique, ce qui ne devrait jamais être. Le directeur national de santé publique [NDLR : Luc Boileau] a pour mission première de protéger la santé de la population, mais il est aussi sous-ministre et ça, c'est un problème!

DDP - L'histoire se répète à Rouyn-Noranda, cette fois avec les émanations d'arsenic. À quoi pourrait-on s'attendre de votre parti?

M.P. - Pour ce qui est de Limoilou, le rétablissement immédiat de la norme provinciale de 14 nanogrammes par mètre cube. Là où ça s'applique, un suivi constant des émissions de polluants serait effectué par des experts, et des données en continu pourraient être obtenues

grâce à l'ajout d'un réseau de capteurs d'air. Et surtout, il est primordial que le directeur national de santé publique soit indépendant du pouvoir politique, un peu à l'instar du vérificateur général, par exemple. C'est le seul moyen de rétablir la confiance des citoyens dans la Santé publique.

DDP - Parlons un peu du secteur d'Estimauville, qui se transforme à la vitesse grand V. Après le Novo Saint-Roch, un « Nuvo Quartier » est à se construire à coups d'immeubles de condos autour du Maxi et du Village des valeurs...

M.P. - Selon moi, le quartier manque de logements de qualité à prix abordable. C'est d'abord là que sont les besoins. Il faut également réinvestir dans le logement social. Ce secteur compte beaucoup de personnes âgées, d'immigrants, de pauvreté, or l'embourgeoisement, la « gentrification » n'est pas le remède contre les inégalités sociales.

DDP - Les condos du Nuvo Quartier seraient bien aux travailleurs technologiques de la future ZILE, la Zone d'innovation Littoral Est, qui serait impalntée en plein cœur du quartier Maizerets.

M.P. - Par rapport à la ZILE, je me positionne de façon prudente, si je puis dire. Ce qui me dérange, c'est l'absence de mixité. Je valorise l'entrepreneuriat, mais il existe plusieurs formes d'entrepreneuriat : social,



Michael Potvin, candidat du P.Q dans Jean-Lesage.

Photo: Francine Bordeleau

environnemental... La ZILE accaparerait 15 terrains publics et ferait la part belle au développement technologique. Pas de place, en revanche, pour le logement et le communautaire.

DDP - Votre leitmotiv, en quelques mots?

M.P. - On a des besoins collectifs comme jamais, en matière de santé, d'environnement, d'habitation... L'heure n'est pas aux baisses d'impôt tous azimuts, mais aux mesures ciblées qui auront un effet réel sur le pouvoir d'achat.

Lever le voile, un livre-choc de Yasmine Mohammed

Par Marie Savoie



*Yasmine Mohamed, auteure du livre **Lever le voile ou comment les progressistes occidentaux favorisent l'islam radical**, lors de son passage à la librairie **Le Mot de Tasse** à Québec, le 9 septembre dernier*
Photo : courtoisie

Yasmine Mohammed est née dans une famille musulmane intégriste à Vancouver. Dans *Lever le voile*, elle décrit sa vie de fillette mal-aimée astreinte dès son plus jeune âge à des exigences rigoristes et soumise à des sé-

vices dont le récit glace le sang. À six ans, pour ne pas avoir récité une prière mot à mot, elle est attachée sur son lit et fouettée sur la plante des pieds jusqu'à ce qu'elle ne puisse plus marcher normalement. C'est son beau-père, avec l'entière complicité de sa mère, qui lui inflige ces mauvais traitements.

Témoignage

La fillette, tout comme son frère et sa sœur, doit se lever chaque jour avant l'aube pour réciter la première prière du jour. Elle subit un endoctrinement quotidien (le mot est d'elle), dont la haine des Juifs est un des piliers. On lui défend de fréquenter les kouffars - les non-musulmans - interdiction qu'elle s'empresse d'enfreindre en se faisant des amies chrétiennes à l'école. Dès l'âge de neuf ans, sa mère la force à porter le hijab, ce foulard que Yasmine déteste, dans l'espoir qu'il l'isolera de ses camarades chrétiennes. Ce ne sera pas le cas, et Yasmine nouera des amitiés qui lui feront voir que toutes les filles ne sont pas traitées comme elle dans leur famille.

Un jour, son professeur de 8e année remarque les marques de coups qu'elle porte et en informe les services sociaux. D'une force de caractère exceptionnelle, la jeune fille décide de porter plainte contre ses parents, espérant qu'on la retirera de son milieu familial violent. Devant le juge, Yasmine décrit la cruauté, les coups et les abus sexuels dont elle est victime de la part de son beau-père. Mais après avoir entendu son témoignage, le juge déclare que les châtiments corporels ne sont pas interdits au Canada, ajoutant que « dans votre culture, ils peuvent être plus sévères qu'au sein d'un ménage canadien moyen ». Il la renvoie chez ses parents, qui ne manqueront pas de lui faire payer très cher d'avoir porté plainte contre eux.

Yasmine se sent horriblement trahie.

Anéantie par ce jugement scandaleux, elle perd pour longtemps tout espoir de s'en sortir. Quand à 19 ans sa famille lui imposera de porter le niqab - le voile intégral - elle se soumettra sans résister. Revêtue d'une longue robe noire et d'un voile cachant même ses yeux, elle se sent déprimer : « J'avais l'impression d'être emprisonnée dans un sarcophage et d'y mourir d'une lente asphyxie. » Elle ne résiste pas non plus quand sa mère, pour la « casser », choisit pour elle un mari brutal qui s'avérera

par la suite être un djihadiste et avec lequel elle aura une fille.

Remise en question du relativisme culturel

Devenue adulte et libérée de son mari toujours incarcéré en Égypte, Yasmine Mohammed a décidé de raconter son histoire pour dénoncer le relativisme culturel et le système de « deux poids, deux mesures » qui sévit au Canada. Le juge l'a abandonnée à la furie de parents dénaturés parce qu'ils appartenaient à une autre culture. C'est cette pseudo-tolérance qu'elle dénonce et qualifie de profondément raciste. « L'intolérance et le racisme véritables résident dans le fait de ne pas avoir les mêmes attentes envers tous les citoyens d'un même pays, et ce, pour des considérations ethniques ». « Si j'avais eu des parents « blancs », on m'aurait protégée », dit-elle avec amertume.

Yasmine Mohammed décrit avec beaucoup de courage la vie des enfants élevés dans des familles musulmanes intégristes, que ce soit au Canada, dans d'autres pays occidentaux ou dans des pays à majorité musulmane. Comme elle a renié l'islam et qu'elle critique cette religion, elle reçoit régulièrement des menaces de mort, menaces qui se sont multipliées depuis l'attentat contre Salman Rushdie.

En revanche, depuis la parution de son livre en anglais, elle a reçu d'innombrables témoignages de jeunes du monde entier qui vivent encore dans de tels milieux et se reconnaissent dans son récit. Ces messages d'adolescentes et d'homosexuels musulmans l'ont tellement émue qu'elle a décidé de fonder un organisme pour leur venir en aide, Free Hearts, Free Minds. Free Hearts - ou cœurs libres - pour soutenir les homosexuels persécutés dans les milieux musulmans et Free Minds - ou esprits libres - parce qu'elle souhaite que toute personne soit libre de penser ce qu'elle veut.

Lancement du livre cet automne

La version française de son livre, intitulée *Lever le voile ou comment les progressistes occidentaux favorisent l'islam radical*, paraîtra sous peu chez Jet Bleu Éditrice. Yasmine Mohammed fait une tournée de pré-lancement au Québec en septembre, avec des arrêts prévus à Montréal, à Québec et à Sherbrooke. D'autres activités auront lieu lors du lancement officiel prévu en novembre.



Dans le plus beau quartier de Québec: Limoilou il ne faut pas manquer **Le Bal du Léopard**
★★★★★
Bon choix musical-Terrasse-Ambiance sympathique-Plus de 20 sortes de VODKA-5 à 7 tous les jours-Spectacles-Choix de bières importées et de micro-brasserie québécoises-7 bières pression-Cidre pression et cidre en bouteille! La place dans le quartier
Le bar à Limoilou... depuis 1985
1049 3ième Avenue Québec, Limoilou, ☎ 629-3829

Droit de parole

Soutenez votre journal : devenez membre et ami.E!

Devenez ami.E de Droit de parole	100\$
Nom :	
Adresse :	
Téléphone :	Courriel :
LABONNEMENT DONNE DROIT À 1 AN DE DROIT DE PAROLE	
Abonnement individuel	30\$
Abonnement institutionnel	40\$
Abonnement de soutien	50\$
DEVENEZ MEMBRE ET IMPLIQUEZ-VOUS DANS LA VIE DÉMOCRATIQUE DU JOURNAL	
Adhésion individuelle	10\$
Adhésion individuelle (à faible revenu)	5\$
Adhésion de groupes et organismes	25\$
Retournez le paiement en chèque ou mandat-poste à :	
Journal Droit de parole - 266, St-Vallier Ouest, Québec (Québec) G1K 1K2 418-648-8043 info@droiddeparole.org droiddeparole.org	

« Un roman historique » : it's a deal!

Par Malcolm Reid

En 1982, j'ai écrit un roman. Un roman avec des personnages adolescents et préadolescents, un roman jeunesse : Salut, Gadou!

Il a été écrit et publié en anglais par la maison d'édition Lorimer, de Toronto. Pourtant, il a été fortement inspiré par ma vie dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, à Québec. «Saint-Jambe» comme dit Alice Guéricolas-Gagné. Pour beaucoup de jeunes Canadiens anglais, mon roman a donné, je pense, un peu le goût de la vie québécoise dans cette période marquée par la lutte pour l'indépendance.

Mais mon focus portait sur les luttes pour la justice sociale et le pouvoir des citoyens. Près de chez nous, la Maison des Jeunes Saint-Jean-Baptiste s'édifiait. La Ville de Québec y a mis des bâtons dans les roues. J'admirais ces jeunes qui tenaient tête à la Ville. Je me suis mis à imaginer des jeunes comme eux.

Ma fille était de leur âge, même si elle n'était pas du groupe fondateur. Et j'ai pensé beaucoup à mon propre début d'adolescence dans le quartier Westboro à Ottawa. J'aurais aimé faire une version française de Salut Gadou! Pas de chance, j'ai pas trouvé un éditeur. Mais des lettres occasionnelles de jeunes Canadiens qui m'avaient lu me réjouissaient.

Vers 2000, j'ai donné des cours d'anglais à Hélène Matte, une amie très active dans le monde de la poésie, de la peinture, du slam. Hélène avait une copie de Salut Gadou! que je lui avais donnée. Elle l'a aimé, et un jour en 2020, une idée lui est venue.

-Malcolm! Je pense qu'il y a un film dans ton roman.

-Vraiment?

-Vraiment. On aurait juste besoin de moderniser l'histoire un peu. Il pourrait connecter avec les mouvements populaires d'au-

jourd'hui. M'aiderais-tu?

Alors je lui ai vendu les droits d'adaptation cinématographique. Et elle a mis toute son énergie d'organisatrice de jeunes. Dans l'été 2021, ce tournage a bien agité notre quartier.

Je ne savais pas à quoi m'attendre avec ce film. Mais le 4 juin à l'amphithéâtre du musée des beaux-arts sur les Plaines, j'ai vu un magnifique moyen-métrage en trois épisodes. Un film saturé de la saveur du quartier Saint-Jean-Baptiste. Antonin Girard joue Gadou, le jeune qui rouspète ; Maya Fiset joue Geneviève, la fille qui brasse la cage et l'amène à embarquer dans le projet ; Charlie Cameron-Verge a joué Ginger, l'organisateur adulte.

J'avais inventé ces personnages, et là, je les voyais, très vivants sur l'immense écran du musée. Une grande foule de leurs amis et des miens était là avec nous. Quant à Ginger, il est sûrement un militant né, comme Sandy McKay. Mais dans mon roman, et tel que joué par Charlie Cameron-Verge dans le film, il a aussi un côté «happy-go-lucky», un cœur léger et drôle.

Mes pensées sont retournées à l'année 1982, quand j'avais visualisé Gadou et Geneviève.

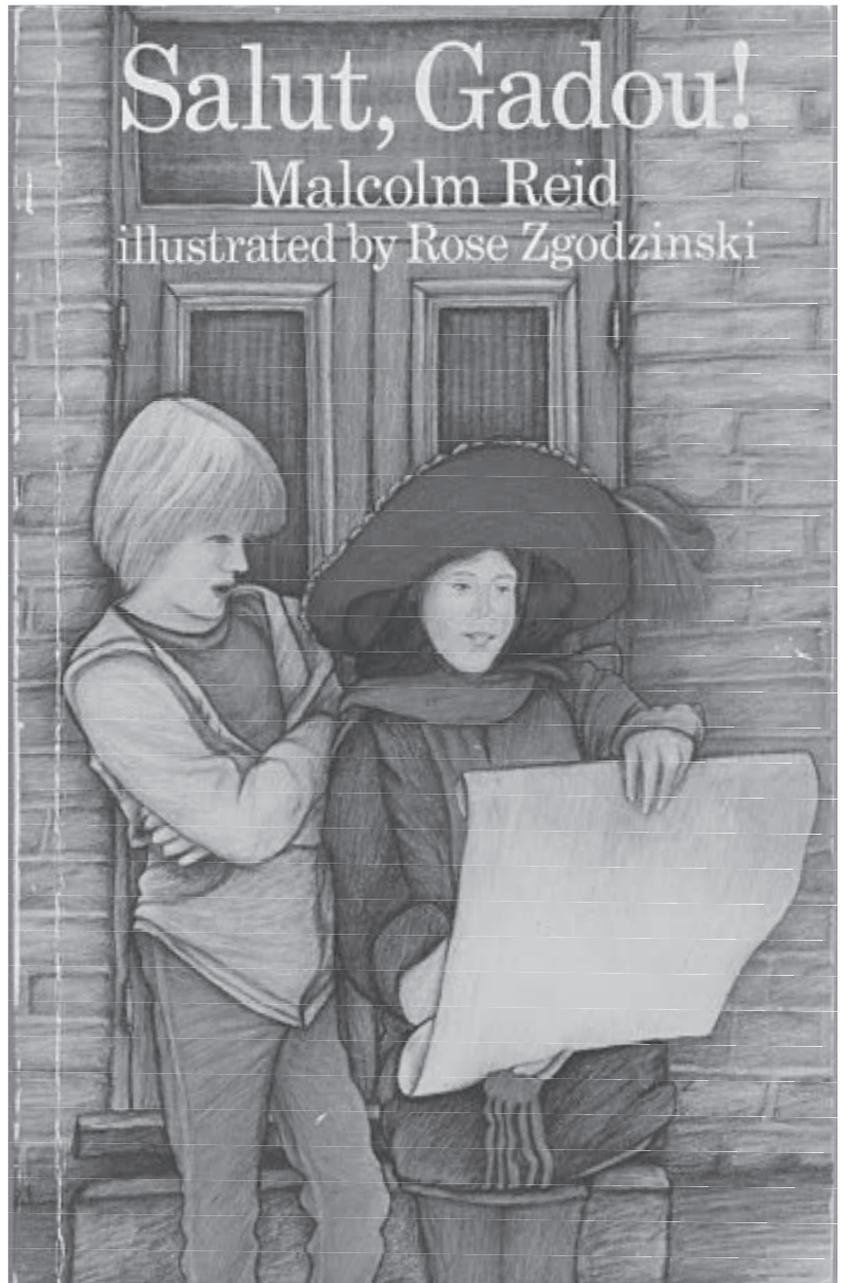
Quand j'avais imaginé les dialogues entre ces deux jeunes de caractères contrastant, et les avais mis sur papier.

Dans le Droit de parole de cet été, Sandy McKay a donné sa réaction au film, qu'il a aimé, malgré sa réticence à embrasser mon « Monde des jeunes » quand il a été l'animateur en chef de la «Maison des jeunes». Réticence à y voir de la fiction.

Il se demande si c'est conforme à l'éthique, cette fiction inspirée d'événements réels.

Cher Sandy, la réponse c'est oui.

Salut, Gadou!
Malcolm Reid
illustrated by Rose Zgodzinski



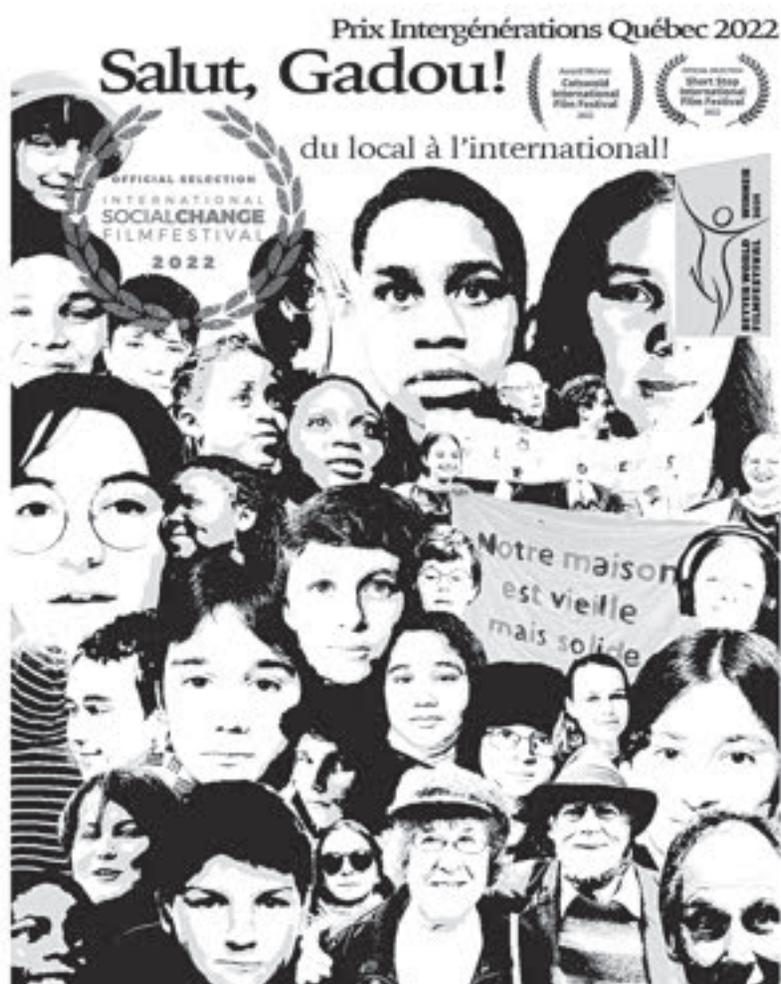
À la fin de son texte, Sandy propose qu'on se mette d'accord pour dire que Salut, Gadou! est «un roman historique».

Sandy, it's a deal.

C'est exactement ce que c'est Salut, Gadou! Oui, un roman historique.

Cela me joindrait à Alexandre Dumas avec ses Trois mousquetaires, Léon Tolstoï et sa Guerre et paix, et Jean-Jules Richard avec son Journal d'un hobo (épopée de la marche des chômeurs sur Ottawa ans les années '30).

Sandy, je ne vais pas me plaindre de ça.



Salut, Gadou! a reçu le Prix Intergénération Québec en mai 2022. Il a été diffusé au Short Stop Film Festival (Roumanie). Il a été déclaré meilleur moyen-métrage (Award Winner) au Cotswold Film Festival (Angleterre). Il est gagnant du Sunrise Trophy au Better World Festival (à Munich, en Allemagne). Il a également été nommé au Social Change International FF (Chicago et Atlanta, États-Unis). Il sera en ligne du 12 septembre au 23 novembre (voir le lien sur le site droitdeparole.org)

La coop de ma mère : résister aux attrait de l'individualisme

Par **Alexandre Dumont**Extrait du film *La coop de ma mère*.

Crise du logement, spéculation immobilière et flambée du prix des maisons : l'accessibilité à un logis digne s'est restreinte dans les dernières années, forçant des milliers de personnes à se contenter de logements inadaptés à leurs besoins, insalubres ou tout simplement trop chers. Entre 2018 et 2020, le loyer moyen a augmenté de 11,2% au Québec, ce qui a entraîné une pénurie de logements, mais également une pression financière importante sur les locataires.

Dans son dernier documentaire, *La coop de ma mère*, la cinéaste Ève Lamont s'intéresse au mouvement coopératif par le biais de l'expérience de Rachel, doyenne de la coopérative St-Louis, à Gatineau. En filmant les résidents dans leur quotidien, elle révèle comment le modèle d'habitation coopératif s'avère une alternative, voire une solution, aux problèmes actuels de logement, favorisant la solidarité interculturelle et intergénérationnelle.

Les membres d'une coopérative d'habitation sont à la fois individuellement locataires et collectivement propriétaires : cette situation leur donne un grand pouvoir sur leur milieu de vie... à condition de travailler ensemble! Ce travail démocratique prend diverses formes : participation aux assemblées générales, contribution aux différents comités (entretien, accueil des nouveaux, etc.), implication dans le conseil d'administration. La grande force d'une coopérative d'habitation, c'est de permettre à des gens de tous horizons de se rencontrer et de collaborer à la gestion de leur foyer, en leur accordant les pleins pouvoirs décisionnels par le seul fait d'être membres. Ce sont donc les membres qui décident de tout, y compris du prix du loyer, en fonction de la situation financière de la coop.

Pour Ève Lamont, « par-tout où les coopératives existent, elles répondent aux besoins de vivre dans un lieu où l'entraide est tangible, de tisser des liens avec autrui et de faire voler en éclats le chacun pour soi ». Des prises de décisions collectives pour améliorer le milieu de vie, *La coop de ma mère* en présente quelques-unes, notamment le cas d'une résidente malade dont l'appartement devait être adapté : les membres ont décidé de rénover le logement et d'abaisser les compteurs, preuve non seulement de solidarité, mais également d'efficacité dans la gestion de l'habitation. L'objectif ultime de la coopérative, c'est d'assurer sa pérennité en tant que logis digne de ce nom, en répondant aux besoins de ses habitants.

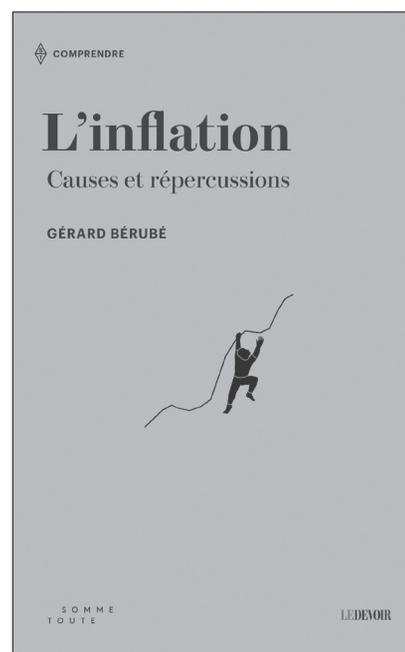
En plus de montrer que les coopératives d'habitation incarnent une solution durable à la crise du logement, *La coop de ma mère* présente la coopérative comme un lieu de fraternisation, de démocratie et d'éducation citoyenne, où « chacun, peu importe ses difficultés, peut trouver la paix, la sécurité et surtout, un foyer ». Comme l'exprime l'une des résidentes de la coopérative St-Louis : le mouvement coopératif, « c'est ça, l'avenir de l'humanité ».

Le 27 septembre prochain à 19 heures, le documentaire sera présenté gratuitement au cinéma Le Clap à Sainte-Foy, 2580 boulevard Laurier, Québec

La projection sera suivie d'un échange avec le public en présence de la réalisatrice. Des invitations ont été lancées aux élu.e.s...

Depuis sa sortie en 2021, La coop de ma mère a été sélectionné dans 7 festivals dont l'International Activism Film Festival à Denver aux USA. Il a remporté le prix humaniste au Festival Vues sur mer à Gaspé « pour ses dimensions éthique, humaine, morale et écologique »

Pamphlet contre les dominants

Par **Francine Bordeleau**

La pandémie de COVID-19 a ressuscité un monstre : l'inflation, contre lequel s'acharnent les gouvernements depuis le début de l'année. Et ça commence à faire mal. Il y a cinquante ans, un choc pétrolier provoquait une flambée mondiale des prix. Au Canada, le gouvernement d'alors, dirigé par Pierre Elliott Trudeau, imposait en 1975 un contrôle des prix et des salaires dont on ne verrait les fruits qu'en 1983. Cette époque d'inflation galopante, pas si lointaine, n'a pas laissé de bons souvenirs, même si la vie chère profite toujours à quelqu'un. Et la pandémie de COVID-19 est à peine jugulée que l'hydre montre de nouveau ses têtes. Certes après des mois d'inactivité économique et de confinement, on s'attendait à une augmentation généralisée des prix, prix qui ont par ailleurs été dopés par une frénésie de

consommation. Mais la rapidité à laquelle les taux d'inflation se sont emballés semble avoir surpris tout le monde, à commencer par les experts. Conséquemment, les interventions des banques centrales ont d'emblée été plus musclées que prévu. À l'été, le taux d'inflation tournait dans les 8 % au Canada avant de commencer à baisser un tantinet. Dans un pays comme le Royaume-Uni, en revanche, c'est la débandade, ce qui est peut-être de mauvais augure pour le reste de la planète. Quoi qu'il en soit, le coût de la vie a de fortes chances d'être, le 3 octobre au Québec, ce qu'on appelle « la question des urnes ».

Entreprise de vulgarisation

Maîtriser l'inflation n'est pas chose simple. Il s'agit de serrer le garrot (de la consommation) sans étrangler le consommateur. On peut le faire suffoquer

jusqu'à un certain point, par contre. L'arme, c'est les taux d'intérêt. L'arme classique, faudrait-il préciser. Mais la situation actuelle est plutôt inédite. La sortie de la crise sanitaire s'est accompagnée de catastrophes naturelles et climatiques, telles des sécheresses, qui ont été suivies de la guerre en Ukraine. Or l'Ukraine et la Russie sont deux grands pays exportateurs (de céréales, de métaux « sensibles »...). Bref dans un tel contexte, l'arme classique, qui a toujours, est-elle vraiment efficace? Gérard Bérubé, journaliste économique au quotidien *Le Devoir*, ne prétend pas détenir la réponse. Son premier souci est de permettre au lecteur de comprendre les notions, véhiculées quasi quotidiennement, d'inflation, de déflation, de stagflation, de taux directeur et le reste. Ces notions sont mises en perspective au moyen d'un rappel des principaux mécanismes utilisés depuis le début du siècle dernier pour contrer l'inflation.

Le fil des événements

La seconde partie, qui constitue d'ailleurs l'essentiel de ce bref ouvrage, est composée d'une série d'articles à saveur économique publiés dans *Le Devoir*. Ils viennent d'auteurs aux idéologies variées et il revient au lecteur de se faire une tête. Les articles des années 2020 et 2021 sont proportionnellement les plus nombreux et leur lecture prend un peu l'allure d'un suspense dont le thème est l'évolution du taux d'inflation.

L'ouvrage se termine un peu abruptement. On aurait par exemple aimé que Gérard Bérubé propose une conclusion de son cru. Mais le sujet touche tout le monde et *L'inflation* permet d'y voir plus clair. De quoi prendre son mal en patience? On peut approfondir ses réflexions personnelles grâce à une bibliographie exhaustive.

L'inflation : Causes et conséquences, Montréal, Somme toute-Le Devoir, 2022, 112 p.

S'émanciper d'un rapport colonial

Une reconnaissance juridique est-elle suffisante pour conférer une identité culturelle? Comment composer avec un héritage familial qui est demeuré tabou? Et lorsqu'on a été assimilé, peut-on revendiquer l'appartenance à une culture qui nous est somme toute étrangère? Voilà le genre de questions qui taraudent Daphnée Poirier, car, malgré une ascendance abénaquise par une branche de sa famille, elle éprouve un profond malaise à prétendre appartenir à l'«autochtonie canadienne».

Dans cet essai intimiste, l'autrice puise dans son histoire personnelle et familiale pour s'interroger sur les fondements de l'identité culturelle des Premiers Peuples, par-delà le statut juridique conféré en vertu de la Loi sur les Indiens. Sans porter de jugement sur la légitimité des pratiques d'affirmation identitaire, elle analyse les ressorts sociaux et institutionnels qui contribuent à essentialiser et à instrumentaliser l'identité autochtone et, par extension, à perpétuer le système colonial au Canada.

Alors que les enjeux autour de l'appropriation culturelle défraient les



manchettes, Pourquoi je ne suis pas une Indienne jette un éclairage différent sur la complexe et délicate question de la transmission identitaire. Pour sortir d'un rapport colonial avec les Premiers Peuples, il est temps de reconnaître la richesse des cultures autochtones et d'assumer pleinement notre responsabilité collective dans le génocide dont elles ont été victimes.

POURQUOI JE NE SUIS PAS UNE INDIENNE
DAPHNÉE POIRIER
Collection Parcours, Écosociété, 152 pages

Pamphlet contre les dominants

des forces qui en découle.

Réussir, monsieur, y pensez-vous? Quelle tristesse. Je ne connais pour ma part rien de plus honteux, de plus humiliant, de plus dégradant que la réussite. De plus horrible, aussi. L'état du monde, monsieur, sa misère lamentable, sa boursofflure grotesque, les ravages accomplis chaque jour par l'industrie, n'importe laquelle - pétrolière, minière, pornographique, culturelle -, d'où pensez-vous que ça découle si ce n'est de la réussite de ceux et celles qui réussissent? Un texte magistral, ni tout à fait théâtre ni tout à fait manifeste politique, sur la colère et le sentiment d'impuissance qui rongent nombre de contemporains.

LE VIRUS ET LA PROIE
PIERRE LEFEBVRE, COLLECTION
Hors-série, Écosociété, 80 pages



Quelqu'un possédant peu écrit une lettre à quelqu'un qui possède beaucoup. De cette impos-

sible rencontre émerge un réquisitoire fulgurant contre la violence de l'ordre établi et l'inégalité

Chomsky, toujours d'actualité

L'engagement politique de Noam Chomsky est inébranlable. Depuis plus de 70 ans, le célèbre linguiste du MIT est de tous les combats en faveur de l'égalité et de la justice sociale. Ce livre, composé en partie d'entrevues accordées à Charles Derber, Suren Moodliar et Paul Shannon, revient sur le parcours et l'héritage intellectuel de cet homme qui a pris le parti radical de la liberté et de la raison.

Dans la première moitié, Chomsky parle des diverses causes qu'il a appuyées et de plusieurs événements marquants dont il a été témoin lors de ses nombreux voyages, des premières conférences qu'il a données dans les années 1940 jusqu'à sa visite au Brésil en 2018. Dans la seconde, il aborde la question - toujours d'actualité - de la confluence des intérêts de Trump et de ceux des grandes entreprises. Il ouvre également des pistes de réflexion sur la manière dont la pandémie de COVID-19 a mis au jour le caractère pathologique de la logique capitaliste.

Fort de sa longue et riche expérience, Chomsky en appelle comme toujours à la convergence des luttes de la gauche progressiste. Devant l'ampleur des défis que nous avons collectivement à relever, c'est sans contredit l'aspiration la plus légitime de toute une vie consacrée au militantisme.

UNE VIE DE MILITANTISME
NOAM CHOMSKY, COLLECTION RÉGULIÈRE, ÉCOSOCIÉTÉ, 208 PAGES
TRADUIT DE L'ANGLAIS PAR NICOLAS CALVÉ

NOAM
CHOMSKY

Avec Charles Derber, Suren Moodliar, Paul Shannon

**UNE VIE DE
MILITANTISME**



Vendredis de poésie

poème de Valérie Forgues
lu le 9 septembre à la Maison de la littérature

Pour ta gouverne je me fonds aux îles
aux voix qui barrent à la tombée
des alcools clairs
je suis venue par les avions qui s'écrasent
sans bruit
la laine les iris en proie à pleines poignées
je collectionne les fragments de bombes
les abeilles prises dans les cheveux
les répliques de ton visage
tu te tiens juste derrière
tu es toujours là
pour la vie ardente et la distance
je pose des fenêtres aux naufrages
dramas quotidiens femmes au foyer
je tourne mal
bracelet à la cheville je retrouse
mes manches
je déchire la carte et l'indice
je casque tout
l'amour des salves de canon
me chauffe les tempes
à la rotule le geste ralenti
je gruge ma peine franche
voici ma défense
fais voir ta main
raconte ta chute
crache le verre poli par les vagues
sa peau grattée
à la face de l'eau
ici pas besoin de dire mort
à l'entaille même de la mâchoire
je rejoins le battement de l'archipel
ni tout à fait vivante
ni tout à fait
tu es une chemise nerveuse au combat
le coffre ouvert le pied sur l'accélérateur
j'ai le cœur qui branle
ta voix tranche le blond le bleu le temps long
par la ficelle le sol fixe mon courage
nos accidents d'oiseaux
le massacre joue des tours à mes chutes volontaires
la voiture étouffée sur une route de bois
je te pique
l'aile trouve sa cage

Chronique '84

Par Michaël Lachance

Castor et Pollux

On n'aurait pas su l'eau du bassin Louise si dégueulasse ;
il fallait voir les skippers d'un peu partout s'accoster à la
marina, moitiés saouls, qui jettent leurs bières par-dessus
bord. J'ai vu une bière sortir de l'eau et r'voler vers un
trois-mâts.

Un gars pas loin regardait tout autour et a dit :

- Voyons câlce, c'est qui le malade !?!

Soudain, près du voilier, une tête est sortie de l'eau, bou-
teille à la main :

- Doc, on m'appelle Doc !

- Puis-je ?

Puis, Doc a nagé jusqu'au quai. Il ventait un peu, les
nuages gris écrasaient le ciel et le Pape était à Québec.

Doc est diplômé de chirurgie générale de l'université La-
val. Voilà pour les études. Il a dégoté un petit appart' dans
le Vieux-Québec, rue Sainte-Ursule, tout près des Plaines.
C'est là qu'on s'est croisés pour la première fois. Il n'avait
pas payé ses deux derniers loyers, ni Hydro depuis belle lu-
rette. Il a perdu le courant et est venu cogner chez moi pour
pouvoir téléphoner à Laurence, une amie et collègue. Il
proposa un party chez moi au soir, sans mon consentement
; son amie allait passer, j'ai trouvé l'idée embarrassante.

Durant la soirée, il m'a dit son aversion pour les connards
qui polluent le bassin sans vergogne. Il s'était mis en tête
d'aller faire quelques longueurs pour dégriser de la veille
tout en se faisant le policier des eaux. Or, sa technique de
sensibilisation ressemblait plutôt à de l'intimidation ou de
la provocation et, il lui est arrivé de croupir parfois dans
la prison sur Victoria, pour toutes sortes de méfaits aux
bateaux de la marina.

Une fois, j'ai été le rejoindre à sa sortie de cellule ; il
boucanait, furieux :

- Un jour, je vais faire de la politique pour empêcher
ces câlces-là de polluer mon bassin !

La police de Québec a fini par bien le connaître, certains
étant même sympathiques à sa cause, bien qu'il ait semé le
trouble sans arrêt. On lui pardonnait bien des choses.

On était sur la terrasse d'une taverne rue Saint-Paul, j'ai
demandé à Doc pourquoi se militantisme un peu extrême ?

- Parce qu'on doit combattre la pollution par la pol-
lution : tu pollues, je te pollue.

J'enchainai :

- On devrait t'appeler Pollux ?

Il répliqua du tac au tac :

- Et toi Castor ! Le dompteur et le pugiliste, on ferait
un binôme du tonnerre !

Ainsi débuta une amitié et nos surnoms firent sensation,
surtout auprès de Laurence.

Doc alias Pollux avait pour projet de militer pour rendre
sa Ville propre et moi, j'avais pour mission de le contenir,
au possible...

Les gens faisaient la file pour voir le Pape Jean-Paul II.
J'eus préféré croiser les voiliers sur le , fleuve mais, Doc
tenait à voir le Pape. Pas tant que je tenais à l'accompagner,
sachant le risque évident. Le personnage m'impression-
nait, on n'en croise pas tous les jours sur notre chemin de
Compostelle intérieur des malades comme lui !

**VOUS AIMEZ LIRE
DROIT DE PAROLE ?
VOUS POUVEZ LE
TROUVER DANS LES
LIEUX SUIVANTS**

Limoilou

Alimentex

1185, 1e avenue

Bibliothèque Saint-Charles

400, 4e Avenue

Cégep de Limoilou

1300, 8e Avenue

Saint-Roch

Tam-tam café

421, boulevard Langelier

CAPMO

435, rue du Roi

Maison de la solidarité

155, boulevard Charest Est

Bibliothèque Gabrielle-Roy

230, rue du Pont

Saint-Sauveur

Au bureau de Droit de parole

266, Saint-Vallier Ouest

Centre Durocher

680, rue Raoul-Jobin

Supérette, bouffe et déboire

411, Saint-Vallier Ouest

Centre communautaire

Édouard-Lavergne

390, Arago Ouest

Saint-Jean-Baptiste

L'ascenseur du faubourg

417, rue Saint Vallier Est

Bibliothèque de Québec

755, rue Saint-Jean

L'Intermarché

850, Rue Saint-Jean

Montcalm

Centre Frédéric-Back

870, avenue de Salaberry

Un Coin du Monde

1150, avenue Cartier

Ste-Foy

Université Laval

Pavillons Casault et Bonenfant

Comité logement d'aide aux

locataires de Ste-Foy

2920, rue Boivin

Librairie Laliberté

1073, route de l'Église

Vieux-Québec

Librairie Pantoute

1100, rue Saint-Jean

**Lisez-nous
en ligne**

droitdeparole.org